

BUREAU DU CONSEIL DE L'EUROPE A BAKOU

RESULTATS EN 2025



Le Bureau du Conseil de l'Europe à Bakou joue un rôle central dans la mise en œuvre et la coordination du **plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Azerbaïdjan 2022-2026**. Il travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales afin de mettre en place des réformes et des pratiques concrètes plus conformes aux normes du Conseil de l'Europe dans les domaines des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit.

Le plan d'action actuel, le troisième depuis 2014, soutient la mise en œuvre effective de la Convention européenne des droits de l'homme et les réformes nationales en cours. Il met l'accent sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, la protection des droits des enfants, la prévention de la criminalité économique et la promotion de la médiation comme alternative aux procédures judiciaires, le renforcement de l'égalité et de la non-discrimination, le soutien au professionnalisme des médias et à la liberté d'information, et la responsabilisation des jeunes pour qu'ils en apprennent davantage sur les questions environnementales.

EN CHIFFRES : UNE PLATEFORME D'ACTION (AU 1ER JANVIER 2026)



16 MEMBRES DU PERSONNEL DEDIES, Y COMPRIS 11 TRAVAILLANT SUR DES PROJETS.



LE BUDGET TOTAL ESTIME DU PLAN D'ACTION EST DE 12,5 MILLIONS D'EUROS. LES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS PERMETTENT DE TRADUIRE LES ACTIONS EN RESULTATS MESURABLES A LONG TERME ET D'ASSURER LA DURABILITE.



5 PROJETS REGIONAUX ET 7 PROJETS NATIONAUX DONT 4 PROJETS PHARES CONJOINTS DE L'UE ET DU CONSEIL DE L'EUROPE INTITULES « LE PARTENARIAT POUR UNE BONNE GOUVERNANCE ».

**TÉLÉCHARGER
LE PLAN D'ACTION DU
CONSEIL DE L'EUROPE
POUR L'AZERBAÏDJAN
2022-2026**



POURQUOI VOTRE IMPLICATION EST IMPORTANTE

Votre soutien accélère les réformes qui offrent une protection tangible aux populations, renforcent les institutions contre la corruption, élargissent l'accès à la justice, préservent la liberté d'expression et d'information, et préparent la prochaine génération à relever les défis climatiques et environnementaux. Le financement des donateurs permet de déployer à grande échelle des approches qui ont fait leurs preuves, d'assurer la durabilité et de traduire les engagements en résultats mesurables pour la société azerbaïdjanaise.

IMPACT DU TRAVAIL DU CONSEIL DE L'EUROPE EN AZERBAÏDJAN



PROTÉGER LES PERSONNES VULNÉRABLES ET PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS

Les victimes au cœur de notre action. Les autorités ont modifié le Code de la famille, le Code pénal et le Code des infractions administratives afin de renforcer la protection des victimes et d'améliorer l'efficacité des ordonnances de protection, conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe. Les juges, les professionnels du droit, les étudiants en droit et la société civile ont renforcé leur capacité à lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et ont approfondi leur compréhension des normes du Conseil de l'Europe en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Pratiques institutionnelles inclusives. Le Bureau de l'Ombudsperson, la société civile, les professionnels du droit et les jeunes étudiants ont approfondi leur compréhension et leur application des normes du Conseil de l'Europe en matière d'égalité et de non-discrimination.

Protection des droits des enfants. Les besoins juridiques et institutionnels ont été identifiés et des recommandations ont été formulées, dans un rapport d'analyse du Conseil de l'Europe, afin d'aligner les pratiques nationales sur les normes du Conseil de l'Europe. De nouveaux spécialistes formés améliorent la capacité nationale à prévenir, détecter et lutter contre l'exploitation et les abus sexuels des enfants en ligne et à renforcer les systèmes de protection de l'enfance.

Protection de l'environnement et jeunesse au centre des préoccupations. Le Conseil de l'Europe aide les jeunes à jouer un rôle actif dans les initiatives climatiques et environnementales. Des formations, un soutien d'experts et du matériel pédagogique en azéri sont mis à leur disposition pour les aider à rester informés, à acquérir des compétences et des connaissances et à s'engager de manière significative dans la protection de l'environnement.

FAIRE PROGRESSER L'ÉTAT DE DROIT ET LA JUSTICE

Une justice plus efficace. Les acteurs de la médiation utilisent de plus en plus les outils de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) grâce à des formations ciblées et à de nouvelles ressources, ce qui rend le règlement des litiges plus efficace et plus accessible, et allège la pression sur les tribunaux.

Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent grâce à des institutions plus fortes. D'importantes modifications ont été apportées aux lois nationales afin d'aligner le cadre national de lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sur les normes du Conseil de l'Europe, en s'appuyant sur l'expertise de l'Organisation. Des modifications apportées à la loi sur la lutte contre la corruption visant à introduire des pratiques d'évaluation et de gestion des risques de corruption dans les institutions publiques ont été adoptées, à la suite de l'examen réalisé par le Conseil de l'Europe et des recommandations faites par celui-ci.

PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE ET LA LIBERTÉ DES MÉDIAS

Professionalisme des médias et accès à l'information. Les journalistes ont perfectionné leurs compétences en matière d'éducation aux médias et de reportage sur les questions environnementales et climatiques, de lutte contre les discours de haine, de journalisme sensible aux questions de genre et les reportages sur les conflits. Les professionnels du droit et les fonctionnaires ont amélioré leurs connaissances en matière de liberté d'expression et d'information, de protection des données et de la vie privée, et d'accès à l'information, grâce à des formations ciblées qui contribuent à un débat public mieux informé.